

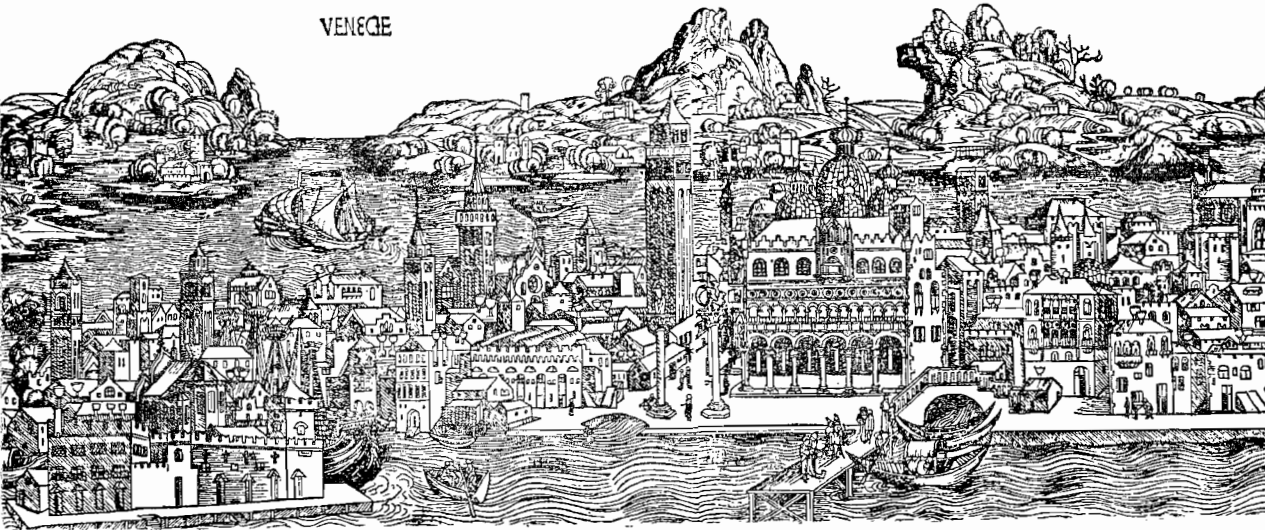


TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPÉISME

Le "Bulletin Européen" publiera incessamment son prochain numéro pour rendre hommage aux Européens de l'Est et du Centre qui au prix de leur vie luttent pour la liberté.

LA JOURNÉE DU FILM EUROPÉEN A VENISE

VENEGE



Que ma ville repose, elle a dit son secret:
Voici tout le dessin de son meilleur visage...

Par le visage d'or des nuits européennes,
A mes raison d'amour chacun joigne les siennes

MOUVEMENT EUROPEEN

PRESIDENCE D'HONNEUR

Dr. Konrad ADENAUER, M. Léon BLUM (1948-1950), Sir Winston CHURCHILL, Comte R. COUDENHOVE - KALERGI, MM. Alcide de GASPERI (1948-1954), Robert SCHUMANN, Paul-Henri SPAAK.

Président du Bureau Exécutif International: Jean DRAPIER.

Vice-Présidents: Robert BICHET, Sir Robert BOOTHBY, Hermann PUNDER.

Délégué général à la Propagande: André PHILIP.

Délégué général aux Relations Extérieures: Docteur J.-H. RETINGER.

Trésorier: Baron BOEL.

Secrétaire général: Robert van SCHENDEL.

COMITE' INTERNATIONAL

Membres: Délégués des Mouvements affiliés, des Conseils Nationaux et des Organisations associées.

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

Jean DRAPIER, Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Robert BICHET, Baron BOEL, Georges BOHY, Sir Robert BOOTHBY, Arthur CALTEUX, René COURTIN, Mublis ETE, Philippe FARINE, E.-G. FOCKE, Henri FRENAY, Ernst FRIEDLAENDER, Enrique GIRONELLA, Frode JAKOBSEN, Lord LAYTON, René LHUILLIER, Eduard LUDWIG, Roger MOTZ, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, Georges REBATTET, Docteur J.-H. RETINGER, Prof. L.-G.-A. SCHLICHTING, Docteur H. SMITT INGEBRETSEN, Altiero SPINELLI, Étienne de la VALLÉE-POUSSIN, Karl WISTRAND, Robert van SCHENDEL.

CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président Georges BOHY.
COMITE' D'ACTION POUR LA COMMUNAUTE' SUPRANATIONALE EUROPEENNE
Délégué général Jean DRAPIER.

COMMISSIONS

Présidée par :

Commission Économique et Sociale	Hermann ABS.
Commission de Propagande	André PHILIP.
Commission Culturelle	Salvador de MADARIAGA.

MOUVEMENTS AFFILIES

Ligue Européenne de Coopération Économique	Baron BOEL.
Mouvement Libéral pour l'Europe Unie	Roger MOTZ.
Mouvement Socialiste pour les États-Unis d'Europe	André PHILIP.
Nouvelles Équipes Internationales	Auguste De SCHRIJVER.
Union Européennes des Fédéralistes	Henri FRENAY.
	Altiero SPINELLI.
United Europe Movement	Sir Winston S. CHURCHILL.

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève)	Denis de ROUGEMONT.
	Directeur
Collège d'Europe (Bruges)	H. BRUGMANS, Recteur.
Commission de l'Europe Centrale et Orientale	Étienne de la VALLÉE-POUSSIN, Président.

SECRETARIAT INTERNATIONAL

BRUXELLES: 25, rue de Spa, Tel. 18-58-00

SECRETARIAT INTERNATIONAL POUR LA JEUNESSE

Délégué Général	André PHILIP.
Délégué Général des Organisations de Jeunesse affiliées	Philippe FARINE.
Secrétaire Général	Philippe DESHORMES.

PARIS: 82, Avenue Marceau. Tél. BALzac 69-05.

LES CONSEILS NATIONAUX

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME (1)

Amiral UMBERTO MONICO

PERIL JAUNE ET CONFEDERATION MONDIALE

(Note de l'Auteur - On trouvera dans cet article plusieurs termes géographiques placés entre guillemets et dont j'ignore s'ils ont été adoptés en français. Je m'excuse auprès de mes lecteurs d'avoir arbitrairement francisé les formes italiennes qui sont d'ailleurs même ainsi aisément compréhensibles).

1) Les groupements de races humaines.

Selon les plus récents classements — sans tenir compte des grandes migrations depuis l'époque des grandes découvertes — la société humaine comprend aujourd'hui trois grandes groupes. Le premier, d'environ 980.000.000 d'hommes est le groupe de la race blanche ou «europide» et comprend les races: nordique, «méditerranéide», «orientalide», baltique, dinarique, alpine, «arménide», «polinéside».

Le second, d'environ 900.000.000 d'hommes, est le groupe de la race jaune ou «mongolide» comprenant les races suivantes: «mongolide», «paleomongolide», «sinide», «tongide», «sibiride», «eschimide», «Khoïsamide», «indianide».

Le troisième, d'environ 350 millions, est le groupement «nigride» constitué par les races: «etiopide», «sudanide», «cantaïde», «polononegride», «nilotide», «pigride», «indomelane», «melaneside», «paleomelaneside» et «australide».

Dans leurs diverses subdivisions, les trois grands groupements — blanc, jaune, noir — constituent les populations des cinq continents. En Europe, en Amérique, en Océanie, c'est le groupe blanc qui a la prédominance; en Asie c'est le jaune et en Afrique le noir. Il faut pourtant tenir compte du fait que dans les divers continents existent des groupes de races appartenant aux autres groupe-

ments. Par exemple, en Asie, on trouve, appartenant au groupement blanc, environ 17.000.000 d'«indo-iranides» (Inde occidentale, Inde septentrionale et Iran); 80.000.000 d'«orientalides» (Mésopotamie, Arabie, Golfe Persique) et 90.000.000 d'«Armenides» (Caucasie et Anatolie), tandis que du second

groupement (jaune) font partie 200.000.000 d'«indomelanes» (Inde orientale). Il s'agit donc de plus de 580.000.000 d'asiatiques vivant (sur le plus grand, le plus ancien continent du monde) avec 900.000.000 d'hommes de vraie race jaune.

Lors d'un récent examen d'une intéressante statistique de

L'ouest ne doit pas entraver la révolte des pays asservis

a dit la Table Ronde...

Au moment où notre revue est sous presse, des événements importants se déroulent en Pologne où les hommes de Moscou sont écartés du gouvernement. Il nous est malheureusement impossible d'en parler dans ce numéro, faute de temps. Mais, nous avons préparé un compte rendu de la Conférence de la Table Ronde qui a eu lieu à Strasbourg à la mi-octobre et qui prend aujourd'hui la valeur d'un présage. (Nos lecteurs le trouveront en p. 6).

1) Bien que la mention «Tribune libre» soit assez claire en elle-même, nous tenons à souligner que la publication des articles avec la signature des auteurs est faite dans notre revue à titre d'information et n'implique en aucune façon une prise de position de la part du «Bulletin Européen».

L'ONU nous avons signalé l'inquiétante situation démographique mondiale de trois groupements (blanc, jaune, noir), telle qu'elle sera dans cent ans. Et nous avons vu que le bloc des jaunes et des races similaires pourrait atteindre, en Asie, dans un siècle, le chiffre stupéfiant de plus de 5 milliards d'habitants, chiffre qui est de beaucoup supérieur au double de celui que pourront atteindre, ensemble, à la même époque, les deux autres blocs.

Voyons quels sont dès maintenant les sentiments et les intérêts des Etats asiatiques actuels.

2) Groupements politiques actuels des Etats asiatiques.

En laissant de côté:

— Les possessions britanniques de Borneo, Hong-Kong et d'Arabie (tous en régime colonial ou de protectorat);

— Les possessions portugaises en Inde, dans l'île de Timor et à Macao (qui font toutes partie de la nation lusitanienne), les Etats asiatiques peuvent être regroupés comme suit:

a) cinq sont liés à l'idéologie bolchevique (c'est-à-dire: la république asiatique de l'URSS, la Chine asiatique de Mao; la Mongolie extérieure; la Corée du nord; le Vietnam septentrional);

b) quinze se sont déclarés neutres entre les deux blocs, l'oriental et l'occidental (c'est-à-dire l'Inde, le Nepal, la Birmanie, Ceylan, l'Indonésie, le Laos, le Cambodge, l'Afghanistan, l'Egypte, le Soudan, la Syrie, le Liban, la Jordanie, l'Arabie Séoudite et le Yemen);

c) quatorze sont liés pour le moment à la politique défensive des nations occidentales (à savoir la Chine nationaliste, le Japon la Corée du Sud, le Vietnam méridional, le Pakistan, les Philippines, la Thaïlande, l'Irak, l'Irak, la Turquie, Israël, les deux fédérations de Singapour et de la Malaise, la petite république Maldivé).

Le bloc a) est sans aucun dou-

te le plus important, tant pour la superficie du territoire que pour la population. Les Etats qui le forment ont, en outre, l'avantage d'être non seulement voisins géographiquement de ceux du second groupe (presque partout les nations des deux groupes voisinent), mais vivent déjà en régime de pacifique «convivence» (tellement pacifique... que trois d'entre eux peuvent être considérés comme des satellites de la Chine communiste). Au contraire, le troisième groupement est géographiquement désuni et n'est pas même compact territorialement; si bien que les Etats qui le forment sont disséminés et périphériques, dans un immense continent, ne disposent que de moyens de communication maritimes et aériens, et non terrestres. Dans ces conditions il est logique de prévoir que les groupements les plus faibles (le b) et le c) finiront par se fondre avec le plus fort (c'est-à-dire avec le groupe a), ou par en être absorbés.

3) Coexistence «pacifica compétitive» en Asie et menace orientale.

Terminée la guerre froide, peu avant la spectaculaire mission de Boulganine et de Khrouchtchev en Asie, dans les Etats les plus importants du ler et du 2ème groupement, une nouvelle guerre a commencé... «la croisade de la coexistence *pacifico-compétitive* ce qui revient à dire «la guerre économique-commerciale afro-asiatique» des deux blocs en contraste pour la domination du monde, dans les deux continents les plus voisins du nôtre et qui présentent aujourd'hui les possibilités les plus rapides et les plus prometteuses de succès.

Et voilà que surgit la vraie menace, qui est un danger extrêmement grave, pour l'avenir de l'Europe et du monde. Car si la constitution d'une solide et rapide de la fédération européenne est déjà si difficile, bien plus ardue encore se présente la constitution d'une fédération asiatique sans laquelle on ne pourra jamais arriver à la confédération de tous les continents et,

par conséquent, à l'unique garantie de paix commune, vraiment intégrale et éternelle. Elle est ardue et pleine d'inconnus surtout parce que, même en arrivant à l'union tous les peuples asiatiques il faudra surmonter — tout de suite après — le danger de leur puissante fédération qui, par le nombre des hommes, la qualité, la richesse des moyens, la ténacité des desseins et surtout par ses traditions séculaires aura — dans quelques années — des possibilités bien supérieures à celles des deux autres blocs (blanc et noir) mis ensemble.

4) Le péril jaune et la Confédération universelle.

Il apparaît donc comme nécessaire et urgent de réaliser — en premier lieu — la Fédération Européenne.

Les Fédérations de l'Océanie et des Amériques semblent plus faciles et peut-être sont — aujourd'hui déjà — presque prêtes.

La constitution d'une Fédération Africaine ne semble pas elle non plus très difficile ou — tout au moins — ne l'est pas autant que la Fédération Européenne.

La plus difficile et la plus dense d'inconnues est la Fédération Asiatique. Elle paraît la plus difficile et la plus délicate de toutes. Et il convient de la préparer avec la plus grande urgence, en jetant tout de suite ses bases et en commençant sa rapide réalisation, pour n'être pas tous fatalement et bientôt emportés par le nombre, la puissance, la xénophobie séculaire des races jaunes. Leur haine, qui a des racines très lointaines — et malheureusement justifiées — dans le temps, apparaît en effet comme la menace la plus grave, le péril le plus sérieux car elle est enracinée dans l'âme des jaunes et est presque un instinct.

Seul l'amour, par une action prudente, tenace et patiente, pourra peut-être arriver à la vaincre et à la transformer pour toujours en une collaboration pacifique et féconde.

VENISE

La 1ère "Journée" du Film Européen

par Nino Cascino

La première journée du Film Européen organisée dans le cadre de la XVIIe « Exposition » du Cinéma de Venise, a remporté un si vif succès que l'on se propose de la recommencer chaque année et d'en faire l'une des manifestations « fixes » du Festival.

Comme nous l'avons déjà indiqué dans le dernier numéro du « Bulletin Européen », il s'agit d'une revue du cinéma « européen » et le meilleur des films de ce secteur reçoit un prix décerné par un jury qualifié. Cette année, comme il s'agissait de la première manifestation du genre, organisée pour ainsi dire à titre expérimental, seuls ont participé des films envoyés par les organisations européennes ou internationales (précisément la C.E.C.A., l'O.E.C.E., le Conseil d'Europe et l'UNESCO) ou des films concernant directement l'union européenne et qui, à vrai dire, se ressentaient parfois un peu trop de style de propagande. Mais il est à prévoir qu'à l'avenir, encouragés par cet exemple, des producteurs ou des associations inspirés par le nouvel esprit européen, ne manqueront pas de faire des envois d'un ton plus spontané. La revue du film européen prendrait alors un caractère plus artistique, plus culturel, et pourrait bien nous réserver d'authentiques œuvres d'art dans un domaine encore à peu près inexploré du point de vue cinématographique.

Du reste cette année déjà l'UNESCO a présenté un court-métrage de haute valeur, tout à fait éloigné du style de propagande: « Humanisme, victoire de l'esprit » qui venait de remporter un vif succès de public à la précédente « Exposition »

du documentaire et du court-métrage. Il illustre, exclusivement par la reproduction d'authentiques images d'époque, le développement de l'humanisme au point de vue artistique, culturel, scientifique. Mais ce que le film met particulièrement en lumière ce sont les « dimensions » parfaitement européennes de l'humanisme fondement et source — aujourd'hui encore — de la culture européenne. Il s'agit donc d'une contribution particulièrement efficace et convaincante à la diffusion de l'idée européenne puisqu'elle permettra à des millions d'Européens de méditer sur l'unité fondamentale de leur patrimoine spirituel; pourtant le film évite d'assumer une « attitude » politique européenne, mais parvient indirectement à convaincre tous ceux qui le voient, conviction qui se révèle de plus en plus indispensable pour le progrès de l'action politique et dont la carence constitue sans aucun doute à l'heure actuelle l'un des obstacles les plus graves au processus d'union européenne. C'est là un genre d'argumentation qui me semble particulièrement indiqué pour les courts-métrages « européens ».

En fait, le résultat de l'« Exposition » confirme ce que nous venons de dire, puisque le prix a été décerné au très beau film « Europe, aventure humaine » de Philippe Brunet. Présenté par le Conseil d'Europe, ce documentaire résume en une frappante synthèse les différentes phases du développement de la civilisation européenne et la « constante » que l'on rencontre à toutes les époques de notre histoire: l'aspiration à l'unité, devenue aujourd'hui nécessité matérielle et condition de survie.

Pourtant il ne faudrait pas négliger non plus de mentionner les courts-métrages d'information dont cette première Journée du Film Européen nous a donnés d'intéressants spécimens. Ils sont inspirés par deux thèmes principaux: d'un côté l'information sur les organismes européens existants — très utile puisque la majeure partie des Européens les ignorent ou ne savent exactement en quoi ils consistent; d'un autre côté, l'information sur la situation politique, économique, démographique etc... des Pays européens, très utile pour éveiller l'intérêt réciproque des divers Pays, et pour les aider à découvrir les interdépendances de certains problèmes, les analogies de certaines situations. Par exemple quelques uns des documentaires présentés cette année à Venise, illustraient de nouveaux systèmes de production, un dessin animé donnait, en amusantes images, un panorama du développement des progrès de la technique à travers les siècles, et ainsi de suite. Tous ces phénomènes étaient présentés en rapport étroit avec l'Europe, l'Europe comme réalité d'hier, d'aujourd'hui et de demain, l'Europe comme problème, l'Europe comme nécessité.

L'intérêt de cette manifestation consiste surtout, cependant, dans le fait que le cinéma possède, par rapport à tout autre instrument de propagande, une efficacité exceptionnelle. Particulièrement frappant pour le spectateur isolé qu'il incite à réfléchir sur ce qu'il vient de voir, il touche en même temps d'énormes foules. C'est pourquoi le problème de l'intégration du marché cinématographique européen et la coordination de la production de divers Pays d'Europe, n'est pas un problème marginal de l'unité européenne. Une solution satisfaisante à ce

La "Table Ronde,, à Strasbourg contre le colonialisme russe en Europe

Les 15 et 16 octobre a eu lieu à Strasbourg une Conférence de la Table Ronde à laquelle ont participé de nombreux exilés et les membres de l'Assemblée des Nations européennes captives.

A cette conférence, présidée par Pierre-Henri Teitgen, ont pris part, notamment: MM. François de Menthon, Ernest Pezet, Max Becker, Lodovico Benvenuti, Bjorn Kraft, Sean McBride, Berthold Sturghk, Théodore Lefèvre, F. J. Goedhart, Lujo Toncic, Lord John Hope; MM. Karl Wistrand, Etienne de la Vallée Poussin.

M. Pierre Teitgen, affirmant la solidarité de l'Occident avec les pays captifs, s'est écrié: «Les peuples tombent dans le piège de la détente. Ne nous laissons pas leurrer par l'hypocrisie soviétique. Moscou a sacrifié Staline, mais la menace est toujours suspendue sur le monde».

Le double-jeu de l'URSS

M. Paul Auer ouvrit la conférence en ces termes:

«La Conférence de la Table Ronde nous aidera à démontrer

le double-jeu de l'URSS, anti-colonialiste en Asie et en Afrique, mais colonialiste en Europe et qui, se targuant de défendre la souveraineté de certains petits pays, anéantit cruellement les pays qu'elle a placés sous sa domination. Notre conférence a pour but de chercher à élaborer un programme efficace de propagande contre le colonialisme en Europe... Enfin cette conférence étudiera le moyen qui nous permettra de contribuer à la constitution d'une Europe unie à laquelle nos pays asservis seraient intégrés...».

(suite de la p. 5)

point de vue peut fournir l'une des plus efficaces contributions à l'unification, et, en même temps, elle serait particulièrement avantageuse pour l'industrie cinématographique (exemple typique d'industrie à très hauts coûts de production, nécessitant l'existence de gros investissements de capitaux et les débouchés d'un marché aussi vaste que possible).

Ce problème a d'ailleurs été bien souvent abordé et, comme tous les autres secteurs de l'intégration européenne, il a suscité quantité d'espoirs et de déceptions. Aujourd'hui il est devenu d'une urgence particulière pour des raisons économiques qui n'échapperont à personne, mais aussi pour des raisons culturelles, moins apparentes et moins pressantes, mais peut-être plus essentielles. Une nouvelle revue «Cinéma Européen» est née, à l'occasion du XVIIe Festival de Venise. Elle affronte les problèmes de l'intégration, de la production et du marché cinématographique, dont la réalisation est une des nécessités vitales des industries nationales. On note enfin à ce propos toute une fermentation qui permet de nombreux espoirs.

Quantité d'accords de co-production ont été stipulés cette année entre divers pays d'Europe mais conformément à un système bilatéral qui devrait être dépassés. En tout cas, faute de mieux, c'est déjà là un résultat positif non négligeable. Et on cherche à élargir les bases du système.

Significative du nouvel esprit qui vient ainsi de pénétrer dans un domaine d'une importance primordiale pour la future diffusion de la culture, la «Journée du Film Européen» méritait donc d'être signalée à l'attention de tous les partisans de l'unification; constatons, avec satisfaction, qu'elle est venue s'encadrer dans l'organisation du Festival vénitien dont l'un des plus grands mérites a toujours été de vouloir être objectivement et vraiment international.

L'Ouest et la révolte des pays asservis

Parlant à son tour de la misère des pays dépouillés par la Russie, M. F. J. Goedhart dit notamment: «Nous ne pouvons rester indifférents au sort des peuples asservis. Nous devons insister pour qu'ils aient le droit aux libres élections. L'Ouest ne doit pas entraver une révolte des pays asservis. Il est indispensable d'attaquer le colonialisme russe...».

La jeunesse est, de tous, l'élément le plus actif...

M. Grégoire Gafencu souligna que... «les populations de l'Europe de l'Est attendent avec une grande impatience des changements radicaux... La Jeunesse est, de tous les groupes, le plus effectivement militant... A l'heure actuelle il ne s'est produit aucun changement fondamental dans la politique étrangère des russes...».

Et M. Pierre-Henri Teitgen conclut:

«La cause que nous défendons n'est pas seulement la nôtre mais celle de toute l'humanité...».



TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME (1)

L' INJUSTE REPROCHE

par Remy Roure

L'un des reproches les plus étranges qui aient été adressés à la France, au cours de la crise provoquée par la nationalisation du Canal de Suez, est celui d'avoir été poussée à l'intransigeance par des mobiles intéressés. Il s'agit, pour elle, a-t-on dit, beaucoup moins de réagir contre une violation du Droit international, contre une atteinte au respect des accords et des contrats, que d'utiliser cette occasion pour abattre l'un des animateurs les plus redoutables de la rébellion algérienne. La France « colonialiste ». Afrique du Nord. Elle voudrait d'abord l'écartier et c'est pourquoi, d'accord avec la Grande-Bretagne, elle a saisi l'occasion de ce « conflit juridique » — car c'est ainsi que certains qualifient le « coup de foudre » de Nasser — pour régler son compte au dictateur égyptien.

On voit aussitôt les conclusions que l'on pourrait tirer de cette accusation. Elle a pour objet d'abord d'isoler la France et l'Angleterre, de les séparer autant que possible des Etats-Unis, de dresser contre elles tous les Etats qui condamnent le colonialisme — et, par le fait même, d'absoudre le Birkbachi, de lui donner en définitive raison, fût-ce au prix d'un coup irrémédiable porté aux principes sur lesquels repose l'entente entre les peuples de bonne foi. Comment pourrait-on prétendre en effet que le droit de libre passage, en temps de guerre comme en temps de paix, par le canal de Suez, droit expressément établi par la Convention de 1888, pourrait être respecté s'il était interdit le passage aux navires irakiens malgré une décision du Conseil de Sécurité des Nations Unies!

Accepter le « fait accompli » équivaudrait en cette affaire à reconnaître la loi de la jungle. On peut être assuré que même si la France n'avait pas à se préoccuper de l'ingérence active du Colonel Nasser dans la rébellion algérienne elle n'hésiterait pas à se ranger aux côtés de la Grande-Bretagne pour la défense de droits imprescriptibles.

Mais il est vrai que l'attitude du dictateur égyptien en ce qui concerne l'Afrique du Nord, et singulièrement l'Algérie, et pour la France une raison supplémentaire de s'opposer à des visées impérialistes cyniquement proclamées.

Qu'un tel argument soit élevé contre elle, voilà qui témoigne, chez ses adversaires, d'une méconnaissance de la France.

Car enfin le coup de force de Suez n'est qu'un épisode nouveau, particulièrement brutal, dans le déroulement de ces visées impérialistes que tendent, de l'aveu même du Birkbachi, à la formation d'un Empire panarabe, dirigé par lui, du Golfe Persique à l'Atlantique. La première condition pour y parvenir est de détruire toute influence occidentale dans le Proche et le Moyen-Orient, en Afrique du Nord, et même, à plus longue échéance, en Afrique Noire... La maîtrise sur le canal de Suez serait le prologue de cette opération auquel serait ajoutée très rapidement la destruction de l'Etat d'Israël. Il va de soi que la Russie soviétique a tout intérêt à un tel affaiblissement du monde libre. Mais en même temps, conformément à la politique traditionnelle héritée d'usa-

risme, elle s'efforce d'élargir son emprise sur l'Islam.

Favoriser les ambitions égyptiennes, c'est ouvrir la voie à l'expansion soviétique. Certains pays arabes commencent à s'en rendre compte, mais le triomphe de Nasser ne pourrait que les contraindre à une résignation forcée.

* * *

Ce triomphe en tous cas, en aggravant la situation de la France en Afrique du Nord, ferait peser une lourde menace sur l'Europe et sur l'Occident tout entier. Comment, dans ces conditions, pourrait-on reprocher à une nation sur laquelle repose, qu'on le veuille ou non, toute l'espérance du monde libre, des préoccupations qui n'ont rien d'égoïstes?

Elle a fait preuve, à l'égard du gouvernement dictatorial du Caire, d'une longue patience. C'est au Caire en effet qu'a été inspirée, forgée, soutenue la rébellion algérienne. C'est là qu'ont trouvé non seulement asile, mais soutien officiel, les dirigeants de cette révolte. Le Colonel Nasser s'est proclamé lui-même leur protecteur. Il a proféré les pires injures contre le pays auquel l'Egypte doit en grande partie ses lambeaux de civilisation moderne. On parle beaucoup aujourd'hui du principe de non-ingérence dans les affaires des pays étrangers. Ce principe, qui figure dans le fameux programme de Nehru, a été violé constamment par le dictateur égyptien. Et l'on voudrait que la France, dans l'affaire du Canal de Suez, n'eût pas le souci légitime de sauvegarder

(1) A propos de "Tribune libre", voir notre note en page 3.

L'ECOLE ET L'HISTOIRE

Plusieurs de nos lecteurs nous ont écrit à propos de l'article de Joseph Kayser paru dans notre dernier numéro: « Au passif et à l'actif de l'histoire », pour nous signaler que le problème de l'enseignement de l'histoire est, pour les Européistes, d'une importance capitale. Les autorités gouvernementales italiennes ne manquent pas de s'y intéresser comme ils le verront ci-dessous.

M. Scaglia, sous-secrétaire à l'Instruction Publique en Italie a fait les déclarations suivantes à l'occasion de la clôture des travaux du Congrès National pour les Provisseurs aux Etudes, organisé en Italie par la C.E.C.A.

« Les initiatives européennes, au nombre desquelles la C.E.C.A. constitue, jusqu'à aujourd'hui la réalisation concrète la plus importante et la plus prometteuse, sont l'expression d'un mouvement d'une incalculable portée historique, auquel l'école ne peut rester insensible ».

M. Scaglia a souligné que tout en restant à l'écart de campagnes de propagande indiscrètes et stériles, l'école peut effectuer une œuvre utile d'information et d'orientation à l'égard de la jeunesse qu'elle doit préparer à savoir répondre aux exigences nouvelles de la solidarité européenne.

Le point sur lequel il s'est particulièrement appesanti est l'enseignement de l'histoire qui devrait être revu en partant des programmes des classes élémentaires et en montrant la liaison entre les événements historiques nationaux et les événements universels.

Nous sommes en face d'un fait essentiel: il y a une réalité en acte, une idée qui prend laborieusement mais sûrement consistance et dont les hommes pourront aider ou entraver l'essor mais qu'ils ne peuvent plus arrêter.

Or s'adapter à cette réalité ne signifie pas assujettir l'école à une propagande rudimentaire et superficielle, mais ne pas la laisser étrangère à l'évolution historique. L'école doit être ouverte, avant tout, aux facteurs nouveaux qui conditionnent l'histoire de notre temps et de l'avenir.

La Journée Européenne de l'École qui, avec la participation libre des élèves, a lieu chaque année dans les établissements d'enseignement public en Italie, et la correspondance scolaire internationale, sont deux des initiatives qui ont été prises par le ministre italien de l'Instruction Publique et elles rentrent justement dans cet ordre d'idées qui place l'orientation des jeunes au premier plan des préoccupations d'une société politique qui doit surmonter ses préjugés nationaux, principales entraves à la solution des problèmes actuels.

A propos de Poznan

Le président de la section belge de la Ligue des Droits de l'Homme, J. Wolff, qui a assisté en qualité d'observateur aux deux premiers procès des grévistes mêlés au soulèvement de Poznan, a déclaré aux journalistes que la publicité des débats était assurée largement conformément à la constitution polonaise, mais s'est plaint du fait que toute personne admise dans l'enceinte du tribunal ait été soumise à une vérification systématique de son identité, et que la presse et la radio polonaise n'aient pas donné un compte rendu fidèle des débats.

« En ce qui concerne la liberté individuelle, dit-il, la déclaration des droits de l'homme n'est pas respectée en Pologne. L'accusé est présumé coupable alors qu'il est présumé innocent dans un pays démocratique. Le peuple a peur. N'importe qui peut être arrêté pour une période indéfinie sans qu'on lui fournisse les motifs de sa détention. Une fois incarcéré, l'inculpé n'a plus aucun contact avec ses amis, sa famille ou ses avocats, et il est soumis à un traitement arbitraire par le procureur ou par la police dont les sévices ont été partiellement révélés, lors du procès de Poznan ».

L'avocat belge a poursuivi: « Nous devons accueillir favorablement le précédent constitué par l'invitation d'hommes de loi étrangers au procès de Poznan et nous apprécions hautement l'assistance qui nous a été donnée dans nos enquêtes ».

(suite de la p. 7)
des intérêts qui sont, en même temps, ceux du monde libre tout entier! Il va de soi que le peuple égyptien n'est pas en cause. Son niveau de vie est l'un des plus bas de tous les pays du monde, et c'est pourquoi, sans doute, l'homme qui le dirige s'efforce de trouver une diver-

sion dans le fanatisme et « la guerre sainte ». La France s'est jointe cependant à ses alliés pour une solution pacifique. Elle a accepté de « dépolitiser » le conflit, tout en maintenant avec fermeté le principe de libre passage dans une voie d'eau internationale qu'elle a largement contribué à créer, dont elle fut

le premier artisan. Elle sait, suivant le mot de Pascal que la force sans la justice est haïssable, mais aussi que la justice sans la force est illusoire. Elle reste fidèle à sa conception traditionnelle du Droit, ce Droit des hommes et des peuples, dont elle fut toujours l'inspiratrice et le champion.

L'Angleterre commence à se rendre compte que...

« MIEUX VAUT ETRE AVEC EUX »

Tout permet d'espérer que les récents événements de Suez hâteront un rapprochement entre le noyau de la future Europe unie et l'Angleterre jusqu'ici récalcitrante. Parlant des récentes initiatives de M. Macmillan, le *Daily Telegraph* écrit qu'il aurait procédé à une « reconnaissance du terrain à Washington, avec d'autres ministres des Finances » et qu'il « a eu parfaitement raison d'accomplir cette reconnaissance. La réunion des ministres des finances... à été l'occasion d'envisager l'avenir du commerce mondial. Ils devaient discuter de la croissante nécessité d'investissements de capitaux — entre autre pour faire face à la concurrence soviétique et seule une économie européenne en phase d'expansion peut répondre en partie à cette nécessité. Le but des six gouvernements de Messine est de baser cette expansion sur un marché intérieur comparable au marché américain: et si l'on discerne quelque signe de réussite de ce propos, mieux vaut être avec eux que rester à l'écart ».

Le Yorkshire, de son côté déclare: « Il y a quatre ans la Communauté européenne du charbon et de l'acier commença à fonctionner. Depuis lors bien des tentatives ont été accomplies pour l'étendre, comme on en fait encore actuellement. L'objectif est de créer le marché commun non seulement pour le charbon et l'acier mais pour toutes les denrées en général entre les six Pays industriels importants du continent: France, Allemagne occidentale, Italie, Belgique, Hollande et Luxembourg. Il s'agit maintenant de savoir si l'Angleterre doit être ou non associée à ce marché commun... Certains craignent que cette adhésion ne cause du tort au commerce entre les Pays du Commonwealth et même à la structure politique du Commonwealth. Le grand problème est d'évaluer à sa juste mesure la force de cette objection. Et si on l'examine avec sang-froid on

voit qu'elle perd beaucoup de sa force. Avant tout grande partie des importations britanniques du Commonwealth n'auraient rien à craindre. Il s'agit de produits agricoles et de matières premières qui n'entrent pas en concurrence avec les marchandises continentales... Il serait peut-être dangereux de céder entièrement le droit de déterminer la politique tarifaire avec les Pays en dehors du marché commun. Mais un compromis devrait être possible: adhérer au marché commun sans céder la pleine souveraineté en ce qui regarde les tarifs. Si ce compromis pouvait être élaboré, l'appartenance au Marché commun apporterait de grands avanta-

ges à l'Angleterre sans causer nul dommage au Commonwealth.

Le *Daily Mail* affirme que « l'union douanière de l'Angleterre, de l'Europe occidentale et du Commonwealth est un plan de liberté économique » et que « si le nouveau plan signifiait l'abandon des pays britanniques pour courir à la remorque de l'Europe » il faudrait y renoncer, « mais est-il nécessaire d'en arriver là? Et pourquoi?? »... et l'article conclut que « ce plan est en fin de compte digne de considération. Si les difficultés peuvent être aplanies et le projet réalisé avec succès, il renforcera la sterline, renforcera l'Europe et même l'Amérique ».

LES PRINCIPES COMMUNS DES OCCIDENTAUX

« DECLARATION DE VIENNE »

En clôture de la session viennoise du congrès des associations européen-américaines qui a eu lieu à la fin de septembre lecture a été donnée d'une « Déclaration » où sont définis les principes communs de la civilisation occidentale et qui est précédée d'un Préambule où il est dit:

« Les peuples du monde occidental ont en commun une civilisation plus vaste et plus ancienne que les divers nationalismes nés dans les derniers siècles. Cette civilisation commune vivra et fleurira à condition que nous soyons pleinement conscients de ses principes et que nous les défendions en apprenant à mieux les appliquer ».

Voici les « Neuf Points » de la Déclaration de Vienne:

- 1) La liberté et la justice sont inséparables;
- 2) à des mérites égaux doivent être offerts d'égales possibilités;
- 3) Habeas Corpus;
- 4) liberté d'opinion;
- 5) respect de la vérité objective;
- 6) droit à l'opposition politique et respect des adversaires politiques;
- 7) les citoyens doivent obéir aux lois en vigueur mais conservent le droit de les critiquer et ont le devoir de les améliorer;
- 8) les nations, tout comme les particuliers, ont le droit de s'associer et de s'entraider;
- 9) tous les citoyens de la communauté occidentale doivent être libres de circuler et de travailler à l'intérieur de cette communauté.

Les délégués signataires de cette déclaration et le congrès des associations européen-américaines demanderont que tous les gouvernements occidentaux en acceptent les principes comme lois supérieures à leurs lois nationales d'Etats souverains.

LES DOMINANTES DE

Un soir d'été, je me promenais avec un jeune collègue sur cette terrasse qu'est le parc d'Esch-sur-Alzette dans l'allée supérieure d'où l'on embrasse l'ensemble du panorama de la ville. Mon collègue, qui était professeur de physique et qui devait bientôt virer vers l'industrie et devenir chef d'entreprise, s'extasiait devant ce qu'il appelait le majestueux triangle des trois corps d'usine et de leur forêt de cheminées empanachées d'immenses jets de fumée. Moi même, gagné par son enthousiasme, j'évoquais poétiquement les nuits splendide où ces mêmes usines versent sur des monceaux de crasse les feux de leurs coulées de laitier embrasant le ciel du pays. Et de réflexion en réflexion nous nous disions toutes les transformations que l'usine, que la technique, que le machinisme avaient opérés dans la vie des hommes, dans notre économie, dans nos mœurs, dans notre pensée, et nous tombions d'accord pour déclarer que l'usine était la dominante de la ville d'Esch, que la technique était la dominante de notre époque, que notre des'in était marqué par le machinisme.

Et cependant, notre enthousiasme se trouvait considérablement refroidi par le fait de la guerre qui ravageait le monde. Nous voyions avec trop d'évidence que l'homme était en train de faire de la technique et du machinisme un instrument de démolition et de folie sanguinaire.

Aujourd'hui à la lumière de nouvelles expériences et de nouvelles catastrophes bien plus meurtrières, le poids de nos doutes et de nos réserves grandit et nous comprenons mieux encore que la technique seule ne peut pas faire une civilisation, que grâce à elle notre humanité est devenue cette fourmilière sans âme et sans Dieu qu'avait phophétisée Dostojevski, que nous sommes devenus tous des déracinés et des déséquilibrés, que nous avons perdu le rythme vital, le lento classique d'après lequel devrait se faire la croissance et la maturation de la plante humaine. Non, la technique, le machinisme ne suffit pas pour faire une situation à l'homme, pour fonder une civilisation.

* * *

Et ce soir-là, avec mon ami, nous avons cherché le refuge de l'homme contre les assauts et les ravages du machinisme. Et nous croyions le trouver dans l'humanisme, dont le symbole se profilait au delà des cheminées d'usine, dans la silhouette de l'Ecole Industrielle de

Ce texte est extrait de l'ouvrage « Variations Pierre Frieden, Ministre de l'Education Nationale, 1956) dont nous publierons un co

cette ville. J'ignore si le terme nous était déjà familier, mais nous pensions avoir découvert le remède dans l'affirmation des droits et de l'autonomie de l'homme. Aujourd'hui je ne saurais trouver de meilleure formule à opposer au machinisme que l'humanisme. J'entends par là le souci constant d'apprendre à l'homme non seulement à construire, à servir et à exploiter la machine, mais avant tout à s'en servir à des fins humaines, qui sont :

- 1) la personne humaine, ses droits à une vie libre et un bonheur personnel;
- 2) la famille, ses droits spécifiques qui sont de construire autour de l'homme un foyer de chaleur vitale, une zone de protection, un terrain de source vive et un refuge;
- 3) la société et l'Etat qui sont la charpente extérieure de notre civilisation;
- 4) enfin le vrai, le bien et le beau, ces valeurs suprêmes qui font toute la valeur de la vie.

* * *

Dans cet effort d'humanisation le premier rôle incombe à l'école et plus spécialement à nos lycées. Ne sont-ils pas destinés à être des foyers d'humanisme, à délivrer à chacun de leurs élèves au terme de ses études les franchises de l'humanité? Sont-ils toujours conscients de cette haute mission qui ne saurait être accomplie si nous faisons de notre enseignement une technique et une routine? Il faut répéter à chaque génération de pédagogues, il nous faut répéter à chaque étape de notre vie pédagogique, à chaque moment de notre activité de professeur les grandes vérités élémentaires de la Paideia; ce n'est pas la matière, ce n'est pas le programme, ce ne sont pas les faits et connaissances scientifiques et littéraires, ce n'est pas le bagage scolaire qui font les humanités; ce ne sont pas les meubles qui font l'appartement, mais leur arrangement, leur har-

RIEDEN

NOTRE CIVILISATION

sur le thème humaniste et européen», par
onale du Luxembourg (édit. Self Luxem-
mpte-rendu dans notre prochain numéro.

monie, leur adaptation aux besoins et à la nature de l'homme. Ce n'est pas le grec et le latin, ni aucune branche particulière qui réalise les humanités, mais c'est l'esprit dans lequel ils sont enseignés, c'est l'âme qui les anime et les vivifie. Certes, il faut donner à nos jeunes gens les connaissances, «the facts and figures», qui sont la matière première de l'éducation intellectuelle. Certes il faut les tirer de l'ignorance, ce fléau des peuples; mais il est un mal pire que l'ignorance, c'est l'incompréhension, vulgairement appelée la sottise. On peut être un savant et un sot à la fois, savoir tout et ne rien comprendre. Savoir et comprendre, voilà notre objectif, c'est-à-dire ordonner les faits, les enchaîner, les interpréter, leur découvrir un sens, une direction, une portée, une âme, une philosophie. Apprenez à vos élèves les faits et placez-les dans les perspectives de l'histoire, de la théorie de l'art, de la morale, de la religion, en un mot développez un enseignement véritablement humain. Développez à l'aide de vos programmes l'esprit, l'imagination, la sensibilité, toute l'âme de vos élèves, sans oublier le corps, qui en est une face.

* * *

Mais il est un mal pire encore que l'ignorance et l'incompréhension, c'est l'indifférence. Un critique d'art français a déclaré: «Puisque j'ai vu l'Acropole à Athènes et Rembrandt à Amsterdam, j'ai vu ce qu'il y a de plus sublime au monde». Et bien, j'ai vu au Rijksmuseum d'Amsterdam passer des gens devant les toiles prestigieuses de Rembrandt sans leur adresser plus qu'un regard furtif; j'ai entendu, sur la Place St. Marc de Venise pendant que les accents sublimes du Largo de Haendel montaient à travers les silences de la nuit vers le ciel étoilé, jaser de gens comme sur une place de marché; je connais des gens qui baillent sur les vers des plus grands de nos poètes; cordes distendues d'une lyre brisée.

Et bien, Messieurs les Professeurs tendez les cordes de vos élèves, apprenez-leur à vibrer, faites

que chacun d'eux soit un jour la lyre suspendue dans les airs vibrant à tous les plus beaux échos de l'humanité. Vous leur aurez donné le meilleur de notre humanisme, la véritable franchise de l'humanité, le plus beau titre de l'homme et la plus sûre garantie du bonheur humain.

Et ce n'est pas tout. L'humanisme ne suffit pas pour accomplir la destinée de l'homme. L'homme a d'autres dimensions. Dans quelque direction qu'il avance, le savant dans son laboratoire, le philosophe dans ses spéculations, l'artiste dans ses créations, il aboutit infailliblement au bord de quelque abîme d'inassouvi, d'insatisfait et de mystère. Nous sommes tous des voyageurs qui, au terme de leurs journées et de leurs pérégrinations, se voient acculés devant un océan pour lequel il n'y a ni barque, ni voile. Où que nous soyons avancés, nous sommes entourés de mystère et sentons le vent de l'abîme, ne fût-ce que l'haleine glaciale de la mort. Notre technique, notre science, nos arts, toute notre civilisation, si elle veut être sincère, fera cet aveu de son insuffisance dernière et réclamera au delà du machinisme et de l'humanisme une troisième position, un troisième fondement, le tout dernier, et qui sera un mysticisme, une foi, une religion.

* * *

Et ce soir-là, où nous étions postés sur ce haut-lieu entre le ciel et la ville, ses usines, ses maisons, ses écoles, nous voyions avec satisfaction monter la silhouette de vos églises, troisième dominante de votre cité, troisième dominante de notre civilisation. Ainsi nous étions arrivés à cet accord fondamental qui fait l'essence même de notre civilisation occidentale: machinisme, humanisme, mysticisme: usine, école, église. Un grand poète du 19^e siècle dans un accès d'incompréhension et de fanatisme passager, parlant de l'école et de l'église, s'est écrié un jour: «Ceci tuera cela». Parole fatale, inhumaine, barbare. Non, ceci ne tuera pas cela, l'usine exigera l'école qui exigera l'église comme leurs compléments et leurs correctifs réciproques. Leur synthèse fait notre civilisation. Laissez-moi formuler ce vœu que tous nos lycées, que toutes nos écoles travaillent à réaliser l'accord des trois éléments, l'harmonie de leur diversité et opposition, l'équilibre instable et toujours désirable de toutes les forces de notre humanité et qui sont symbolisés dans les trois dominantes de notre civilisation: machinisme, humanisme, mysticisme.

STRASBOURG

La VIII^e session de l'Assemblée du Conseil d'Europe**M. Gaetano Martino propose une rencontre entre les chefs des gouvernements européens pour une rapide intégration européenne**

La session automnale de l'Assemblée Consultative du Conseil d'Europe, à Strasbourg, qui s'est ouverte le 15 octobre était d'une importance particulière en raison des arguments traités, notamment la constitution de l'Euratom et du Marché Commun, et la relance européenne.



Le 18, M. Gaetano Martino ministre des affaires étrangères d'Italie, a fait un discours énergique pour proposer d'organiser une conférence des premiers ministres des pays intéressés, au moins des sept de la CECA pour l'examen des moyens susceptibles de conduire le plus rapidement possible à l'intégration européenne. Cette proposition, a-t-il souligné, est engendrée par la nécessité de prendre une initiative apte à renforcer la foi des peuples européens dans l'unité et la volonté des gouvernements. M. Martino a ajouté que le problème de Suez aurait été moins épineux si la solidarité des peuples européens avait été plus étroite et manifeste.

Le physionomie d'une Europe unie selon M. Martino

Quel serait, selon M. Martino, le caractère politique d'une Europe unie? Du cercle restreint de la « petite Europe », on peut passer à une plus grande Europe en intensifiant les liens qui unissent les Pays de la CECA et ceux qui s'intéressent au programme du Marché Commun et de l'Euratom, à d'autres Pays d'Europe. Mais pour en arriver là il faut d'abord rendre plus étroite la cohésion et la coopération de la « petite Europe ».

L'orientation politique de la nouvelle construction européenne ne devrait pas être fermée et autonome, mais tournée vers les grands courants mondiaux qui ont été jusqu'à aujourd'hui d'un si grand secours pour les nations européennes.

« Aux moments décisifs, l'Amérique — a dit M. Martino — a aidé l'Europe; elle a voulu et veut cette Europe que nous voulons et devons construire. Elle ne nous pas aidés pour nous maintenir dans un état de faiblesse mais pour l'éliminer ».

Les moyens

M. Martino a examiné ensuite les moyens les meilleurs pour atteindre l'objectif désiré, affirmant qu'il ne saurait être question de choisir entre les accords intergouvernementaux et la

formation d'autorités et organismes supranationaux, mais que les uns et les autres devaient être employés: « Les accords entre les Etats — a-t-il dit — doivent être recherchés pour hâter le processus de formation des organismes supranationaux et pour les épauler ensuite dans une situation qui, pour une longue période, devra rester transitoire, entre les vieilles souverainetés des Etats et l'Europe intégré dans ses services essentiels ».

Le rapport de M. Benvenuti

Nous donnons ci-dessous, pour nos lecteurs, des extraits du rapport de M. Lodovico Benvenuti sur la « Politique générale du Conseil de l'Europe à la lumière des récents développements de la situation internationale ».

Orientation de la politique occidentale

Considérations générales:

1) Les pays indépendants du monde doivent se garder de succomber aux illusions: une détente réelle est possible, mais elle n'existe pas encore aujourd'hui. Auparavant, l'évolution déjà amorcée dans le monde communiste doit être achevée. C'est dire que les tendances évolutionnistes, qui s'y manifestent, doivent être soutenues à fond par une politique d'initiative des pays démocratiques. Il faudrait à cet effet:

— détruire, parmi les masses des pays indépendants, le mythe que l'U.R.S.S. est un pays de progrès économiques et sociaux et un modèle pour le développement des pays sous-développés;

— faire pénétrer, dans les masses des pays communistes, la vérité sur l'avance sociale obtenue sous le régime démocratique.

Une politique occidentale qui vise ce but doit s'exercer dans deux directions:

Dans leur politique intérieure:

a) Les Occidentaux doivent prouver par des faits que leur système permet seul le progrès social, notamment pour les travailleurs;

b) De plus, ils devraient renforcer par la promulgation de lois ordinaires et constitutionnelles, en se fondant sur les principes de la Déclaration des Droits de l'Homme, la structure de l'Etat démocratique dans sa lutte contre toute tentative de se servir de la liberté pour instaurer un régime totalitaire. Ceci n'implique pas nécessairement l'interdiction des partis totalitaires qui doit être jugée en fonction des condi-

tions propres à chaque pays. (Il est évident, par conséquent, que les « fronts populaires », moyens de corrompre les pays démocratiques par l'intérieur, sont aujourd'hui aussi inacceptables qu'hier. L'écart entre le léninisme rénové et la démocratie reste trop grand pour permettre une coopération avec les communistes).

Daus leur politique extérieure :

a) les Occidentaux devraient favoriser le processus de réflexion spontanée dans le monde communiste en apportant aux esprits qui ont commencé à douter de la doctrine officielle des éléments d'appréciation (émissions radiophoniques, journaux, livres, échanges de visites pour lesquelles les pays occidentaux devraient faciliter la délivrance de visas d'entrée).

Le plus grand atout de l'Occident réside dans la force d'attraction de sa conception de vie. Trois de nos idées fondamentales qui sont étrangères à la société communiste sont susceptibles d'orienter le cours de l'évolution: la liberté, le respect par la société des fins individuelles, la justice sociale. L'Occident se doit évidemment de perfectionner constamment sa conception. L'Homme d'aujourd'hui désire se sentir membre d'une communion d'hommes reposant sur un idéal et capable de le protéger et de lui assurer le libre déploiement de ses possibilités matérielles et spirituelles.

b) La politique occidentale ferait bien de marquer une distinction entre l'U.R.S.S. et les pays satellites, vu leur réaction différente vis-à-vis de la « déstalinisation ». C'est dans cet esprit que les offres d'assistance à l'adresse de ces derniers devraient être intensifiées, et les échanges culturels et économiques avec eux particulièrement soignés.

c) Les efforts principaux des gouvernements occidentaux devraient être dirigés vers les pays non engagés et sous-développés. Il faut éviter que la révolution qui s'y déroule ne s'achève dans l'anarchie ou dans une servitude communiste. Le problème d'une nouvelle politique à l'égard de cette région du monde dépasse largement le cadre du conflit Est-Ouest.

Le désarmement

2) Les pourparlers internationaux sur le désarmement réciproque, simultané et contrôlé, n'ont pas progressé. L'U.R.S.S. a cependant annoncé qu'elle avait procédé à une réduction unilatérale de ses forces armées. Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, des études portant sur des décisions analogues sont en cours. L'examen de ce problème par les grandes puissances est en rapport avec la révision des données stratégiques déclenchée par la découverte des armes atomiques et thermo-nucléaires. Il paraît que, grâce à ces armes, il est possible de maintenir, voire d'augmenter la puissance de tir d'une troupe tout en réduisant ses effectifs en hommes. Si l'U.R.S.S. a été la première à s'engager dans cette voie, l'une des causes

en est peut-être son besoin de main-d'œuvre pour l'augmentation de sa production industrielle.

3) Cependant, une réduction unilatérale n'est pas contrôlable dans un pays où le contrôle démocratique ne joue pas; elle peut être rapportée demain sans que le monde en ait connaissance. Elle ne aurait donc être acceptée comme l'équivalent d'un accord international, seul susceptible de créer un climat de confiance. C'est pourquoi les puissances occidentales devraient continuer à insister sur l'influence qu'un tel accord exercerait en faveur de la paix, étant donné surtout qu'il devrait logiquement comporter l'élimination des causes qui ont obligé les Occidentaux à mener, eux aussi une politique de réarmement et dont l'une consiste dans la division de l'Allemagne. Aussi longtemps qu'un tel accord ne sera pas conclu, l'Occident ne pourra se permettre d'affaiblir unilatéralement ses positions. Ce principe étant bien posé, il n'est pas exclu que des modifications interviennent dans la structure des armements. Les intérêts de la communauté priment ici les intérêts particuliers: toute décision sur des modifications éventuelles relève de l'O.T.A.N. et non pas de gouvernements individuels.

4) L'équilibre nucléaire est aujourd'hui rétabli entre les grandes puissances. Peut-on cependant se fier uniquement à la protection préventive de la bombe? Une telle thèse impliquerait son utilisation dans tous les cas, même lorsqu'un agresseur attaque avec des armes classiques seulement — ce qui serait redoutable. Dès lors, un équilibre bien mesuré entre les armes classiques et les armes atomiques devra de toute façon être respecté. Pour garantir la sécurité européenne et la solidarité atlantique, la présence physique de troupes anglo-saxonnes sur le continent est elle aussi indispensable.

5) L'opinion mondiale s'est préoccupée ces derniers mois des dangers que peuvent comporter les expériences thermo-nucléaires pour la santé, notamment des générations futures. L'opinion des pays non engagés est particulièrement sensible à ce problème. L'U.R.S.S. a su en tirer un certain avantage psychologique en offrant une suspension inconditionnelle des essais. L'Occident a jusqu'ici préféré lier cette question à la conclusion d'un accord sur le désarmement général. Sir Anthony Eden s'est récemment déclaré prêt à disjoindre les deux problèmes. L'Assemblée pourrait utilement en appeler aux grandes puissances pour qu'elles recherchent dès maintenant un accord sur l'interdiction réciproquement contrôlée des explosions expérimentales. L'accord final sur le désarmement atomique et classique pourrait en être facilité.

Conclusion

Le Rapporteur propose que l'Assemblée s'inspire, lors du débat de politique générale, des conclusions générales suivantes:

a) La « déstalinisation » apparaît comme une campagne destinée à faire regagner au Parti la confiance qu'il a perdue sous Staline. Elle n'a

donc pas modifié les caractéristiques fondamentales du régime bolcheviste, mais uniquement ses méthodes. Cependant, même une libéralisation limitée pourrait déclencher un mouvement qui, partant des pays satellites, transformerait progressivement le bolchévisme.

b) Les changements apparents dans la politique extérieure des Soviétiques n'empêchent pas que, tout comme dans leur politique intérieure, le but à long terme soit resté inchangé: la révolution mondiale. Les moyens pour y parvenir ont changé. L'U.R.S.S. essaie d'atteindre l'Occident à où il est le plus vulnérable, dans ses relations avec les pays autrefois colonisés. En se présentant comme modèle pour leur développement économique, elle essaie de leur inculquer ses doctrines économiques et, partant, politiques.

c) La politique commune vis-à-vis de l'Etat devrait être fondée sur les principes suivants:

i) dans leur politique intérieure, les Occidentaux devraient renforcer, par la promulgation de lois ordinaires et constitutionnelles la structure de l'Etat démocratique dans sa lutte contre toute tentative de se servir de la liberté à des fins totalitaires. Ceci n'implique pas nécessairement l'interdiction des partis totalitaires qui doit être jugée en fonction des conditions propres à chaque pays.

j) dans leur politique extérieure, les Occidentaux devraient favoriser le processus de réflexion spontanée dans le monde communiste par des initiatives dans le domaine politique et psychologique; c'est ainsi qu'une distinction devrait être faite entre l'U.R.S.S. et les pays satellites.

Les réductions unilatérales d'armements n'étant pas contrôlables, elles ne peuvent être acceptées comme l'équivalent d'un accord international, simultané et général. Les occidentaux devraient poursuivre leurs efforts pour y parvenir, en insistant sur l'importance de l'instauration d'un système de contrôle. Tout accord sur le désarmement devrait être lié à l'élimination des causes qui ont obligé les Occidentaux à mener une politique de réarmement et dont l'une consiste dans la division de l'Allemagne. L'Assemblée pourrait inviter les gouvernements des pays membres à rechercher un accord immédiat sur l'interdiction, réciproquement contrôlée, des explosions thermo-nucléaires expérimentales.

Pour obtenir la réunification de l'Allemagne, dont l'Assemblée pourrait souligner l'importance, il faut amener l'U.R.S.S. à la constatation qu'elle n'obtiendra jamais ni la consécration *du statu quo* en Allemagne ou en Europe orientale, ni l'extension de sa zone d'influence à l'Europe libre. L'Assemblée pourrait faire connaître, d'une façon solennelle, au Gouvernement soviétique que la réunification allemande est considérée par tous les peuples européens comme une condition fondamentale de tout rapprochement entre l'Europe et l'U.R.S.S. Une fois que la diplomatie soviétique aurait reconnu la futilité de ses efforts actuels, elle serait probablement prête à accueillir les apaisements oc-

cidentaux à ses soucis de sécurité, et à accepter les offres destinées à lui apporter des compensations, sous la seule réserve de ne pas mettre en péril la liberté de l'Allemagne réunifiée.

Aucun règlement du problème allemand ne devrait compromettre les perspectives d'avenir des peuples d'Europe centrale et orientale. L'Occident est en droit, moralement et juridiquement, de demander que la liberté de décision soit restaurée dans ces pays. La structure économique et sociale qu'il choisiraient est exclusivement de leur compétence.

d) Les relations entre l'Occident et les pays non engagés devraient être placées dans un cadre entièrement nouveau, qui ne paraisse dépendre en rien de celui qui liait les puissances coloniales aux peuples colonisés. A cet effet, les Occidentaux devraient éviter tout acte politique ou psychologique qui puisse donner l'impression qu'ils n'acceptent pas ces pays comme des partenaires égaux en toutes circonstances. Ces pays devraient, de leur côté, reconnaître qu'il est de l'intérêt commun des Occidentaux et d'eux-mêmes de préserver leur liberté et le système démocratique pour lequel ils ont presque tous opté, ainsi que de faire respecter, dans les affaires internationales, le principe de l'inviolabilité des traités.

e) Les pays occidentaux devraient se déclarer prêts à lancer, indépendamment des économies que permettrait de réaliser un accord de désarmement, un vaste programme d'assistance financière et technique en faveur du relèvement des pays sous-développés; les bénéficiaires devraient de leur côté assumer des responsabilités élémentaires telles que le respect des accords passés et l'engagement de contrôler le bon usage des crédits. L'assistance devrait s'exercer dans trois directions: les régions sous-développées en Europe même, les pays associés ou territoires d'outre-mer où les pays européens assument des tâches particulières, les pays indépendants.

f) En vue du renforcement politique et psychologique de la communauté atlantique, il faudrait prévoir l'instauration d'une coordination étroite de la politique étrangère et économique à l'intérieur de l'O.T.A.N. et l'organisation, au début de l'année 1957, d'une nouvelle conférence parlementaire réunissant, à l'instar de la « Conférence de Strasbourg » des parlementaires américains, canadiens et des représentants de l'Assemblée Consultative.

g) Afin de préserver la solidarité occidentale en Méditerranée orientale, l'Assemblée devrait inviter instamment les pays membres intéressés à déployer tous leurs efforts pour se consulter et parvenir le plus rapidement possible à un accord sur Chypre.

h) La réalisation de la communauté européenne reste le seul moyen de sauvegarder à l'avenir l'indépendance politique et économique des pays européens. L'Assemblée pourrait demander aux pays membres de franchir une nouvelle étape dans cette voie par la conclusion du traité sur l'Euratom avant la fin de l'année.

ADENAUER L'EUROPEISTE

A Bruxelles, puis à Hambourg, au cours des conversations franco-allemandes, le Chancelier Adenauer s'est fait l'artisan d'une véritable « relance » européenne, en proposant de nouvelles formules et de nouvelles idées. Il s'agirait essentiellement de réaliser, par l'intermédiaire de l'U.E.O. qui entrerait en phase d'« activation », une Europe à mi-chemin entre l'Etat Fédéral et la Confédération. Selon le chancelier le traité constitutif de l'U.E.O. devrait être modifié de façon à rendre impossible, à un seul Pays membre, d'entraver la réalisation de tout plan d'intérêt général. Il faudrait aussi procéder à la coordination des armements des Pays euro-occidentaux: en quelque sorte il faudrait en revenir à une sorte de CED, mais sous une forme différente.

Le chancelier a surtout insisté sur la nécessité « d'avoir la Grande Bretagne avec nous », car « elle a plus d'intérêt que jamais à se rapprocher de l'Europe ».

Nous donnons ci-dessous quelques extraits du discours prononcé à Bruxelles, à la fin de septembre, par le Chancelier, dans le cycle des « Grandes Conférences Catholiques ».

Je suis particulièrement reconnaissant de pouvoir parler du thème « Europe ». Au cours des dernières années, de nombreux discours ont été prononcés devant vous sur la politique d'intégration européenne. Il est bien évident que je devrai reprendre certaines idées que vous avez déjà entendu exprimer. Mais la « détresse européenne » — c'est à dessein que j'emploie cette expression — n'a cessé d'augmenter depuis, sans que les Européens aient employé leurs forces à beaucoup plus qu'à réunir des conférences. Ce n'est qu'à grande peine, et en hésitant, qu'ils se sont décidés dans des cas isolés, à une action commune.

C'est de la nécessité impérieuse d'une politique commune des Etats européens que je voudrais parler. Cela me paraît particulièrement nécessaire parce qu'un regroupement politique entièrement nouveau semble se dessiner sur notre planète; et nous sommes contraints d'examiner les conséquences de ce regroupement pour les pays européens. Si des évolutions politiques nouvelles commencent à se faire jour dans le monde,

nous n'avons plus le droit de considérer sous l'angle de l'avenir des pays européens et de l'Europe en premier lieu sous l'angle du passé, nous devons le considérer sous l'angle de l'avenir. Mais nous devons aussi agir en conséquence, et il est temps d'agir. Car, autrement, l'Europe disparaîtra de la scène mondiale sur laquelle, depuis les Grecs et les Romains et pendant des milliers d'années, elle a joué un rôle prédominant et rendu d'une façon générale les plus grands services à la civilisation, au progrès et à l'humanité.

L'objectif de la première période de l'intégration européenne est atteint.

A ses débuts, après la guerre, le but essentiel de la politique d'intégration européenne était d'exclure à l'avenir la possibilité de guerres entre les peuples européens. C'est en vue d'atteindre ce but politique que fut fondé le Conseil de l'Europe, c'est sous cet angle que la France proposa l'institution du Pool Charbon-Acier.

A mon avis, l'objectif de la première période de l'intégration

européenne est atteint: le sentiment des intérêts communs, de la solidarité, est devenu si fortement un patrimoine commun des peuples européens et, d'autre part, la technique des armes a tellement évolué, que la période des guerres entre peuples européens est définitivement révolue.

Nouveau développement politique sur le plan mondial.

Après le Conseil de l'Europe et le Pool Charbon-Acier, on vit surgir l'idée d'une Communauté européenne de défense. Son échec est dû en partie à un perfectionnisme exagéré dans l'élaboration les traités; mais il est dû aussi au fait que la conviction de la nécessité d'un groupement politique et militaire des peuples européens dans des buts de défense n'était pas encore devenue un patrimoine commun. Le plan du groupement en une Communauté Européenne de Défense a été suivi de la création de l'Union de l'Europe Occidentale, comprenant la Grande-Bretagne. J'ignore si elle satisfait au nouveau développement politique qui commence à se dessiner.

Je vois les débuts d'un nouveau développement politique sur le plan mondial dans le jeu des facteurs suivants:

1) L'U.R.S.S., grâce au désaccord politique de l'Ouest, se consolide de plus en plus sous forme d'une puissance mondiale à principe communistes et dictatoriaux. Depuis toujours, la Russie a eu des tendances expansives, menaçant tous ses voisins, et une Russie communiste a ces tendances à un degré encore plus prononcé que ne les avait la Russie des tsars.

2) Au cours des dernières dizaines d'années, la puissance politique et économique des peuples libres s'est concentrée toujours davantage sur les Etats-Unis. Mais les pays européens ne peuvent, à la longue, déployer pleinement leurs grandes forces pour le bien de leurs peuples.

ples et de l'humanité s'ils continuent à placer leur salut et leur sécurité uniquement sous le patronage des Etats-Unis. Cela ne peut et ne doit pas devenir un état permanent. Les nécessités vitales des Etats européens ne sont pas obligatoirement aussi les nécessités vitales des Etats-Unis et vice versa; il peut en résulter des divergences dans les conceptions politiques, pouvant aboutir à des actions politiques indépendantes.

A mesure que la dernière guerre prend sa place dans l'histoire, les peuples européens doivent reprendre conscience de leurs propres forces et de leur propre responsabilité, du fait déjà — permettez-moi d'insister aussi là-dessus — qu'il n'est pas possible d'attendre des Etats-Unis qu'ils pensent en premier lieu dans leur politique aux intérêts européens.

3) Un autre élément de ce nouveau développement politique est l'énorme différence entre la puissance politique et économique de deux Etats et celle des autres pays. Vous savez que ces deux Etats, Etats-Unis et Union Soviétique, sont devenus des puissances mondiales politiques et économiques dépassant de beaucoup tous les pays européens. Je ne sais pas s'il est justifié, en parlant d'un Etat européen quelconque, d'employer encore l'expression de « Grande Puissance », comme on pouvait le faire à juste titre au début du siècle. Mais si un grand Etat et un petit, ou un grand Etat et plusieurs petits, veulent faire ensemble de la politique, il en résulte automatiquement chez le grand un droit d'hégémonie, chez les petits un sentiment de dépendance. A de multiples points de vue, ce n'est pas bon, car le sentiment de dépendance des petits Etats entraîne nécessairement, au cours du développement, un relâchement de leurs forces. L'évolution technique, le développement des armes nucléaires, le monopole qui en résulte pour les deux puissances mondiales, aboutissent à la longue à une situation intolérable pour tous les petits Etats.

4) Un quatrième élément d'évolution politique mondiale de la plus grande portée, qui s'est

fait jour seulement après 1945, c'est l'apparition des peuples de couleur sur la scène de l'actualité politique mondiale. Il suffit, je crois, pour vous faire comprendre l'importance de ce nouveau facteur politique et économique, que je vous nomme ses deux plus grands représentants: la Chine communiste et l'Inde qui, il est vrai, ont connu des évolutions très différentes, et que j'indique que, du fait de l'attitude de l'Egypte dans la question de Suez, de l'Egypte qui se considère comme une grande puissance arabe, l'Europe se trouve placée dans une situation extrêmement précaire, une situation dont il est impossible de prévoir le développement ultérieur.

L'intégration européenne non plus seulement d'après des points de vue uniquement européens, mais sous des aspects politiques et économiques d'une portée mondiale.

J'en arrive à la question de l'union européenne proprement dite.

Tout d'abord un postulat: Nous autres Européens, nous devons nous rendre bien compte qu'en réalité il s'est produit depuis la dernière guerre des développements et des déplacements de nature politique qui nous obligent à considérer en premier lieu l'intégration européenne non plus seulement d'après des points de vue uniquement européens, mais sous des aspects politiques et économiques d'une portée mondiale. Si nous procédons ainsi, certains obstacles qui jusque-là, pour des raisons nationales, nous semblaient grands, nous apparaîtront aussi petits qu'ils le sont en réalité.

Mais, quoi qu'il en soit, nous devons, en présence des nouveaux développements dans le monde, jeter impitoyablement par-dessus bord nombre de scrupules résultant de conceptions et de traditions nationales, et nous devons agir. D'autres agissent aussi. A mon avis, nous nous sentons beaucoup trop sûrs en Europe. La position de prédominance politique et économique de l'Europe, encore incontestée au début du siècle, a

cessé depuis longtemps d'exister. La civilisation européenne conservera-t-elle son rôle dirigeant? Je ne crois pas, si nous ne la défendons pas et si nous ne la développons pas en fonction de la nouvelle situation, car les civilisations, l'histoire le montre, sont menacées elles aussi.

Maladie de notre temps, le perfectionisme.

Il est encore une leçon que nous devons tirer des expériences des dix dernières années: la réalisation de l'intégration européenne ne doit pas être rendue impossible par une maladie de notre temps, le perfectionisme. L'intégration européenne ne doit pas être rigide, elle doit être aussi extensible et aussi souple que possible. Elle ne doit pas être pour les peuples européens une cuirasse qui les étouffe, elle doit être, au contraire, pour eux et pour leur développement, un appui commun, un soutien commun en vue d'un développement salutaire répondant aux particularités justifiées de chacun. Les institutions auxquelles je pense ne doivent pas toutes avoir nécessairement un caractère supranational: nous désirons choisir des formes appropriées afin qu'aucun Etat ne recule devant l'adhésion.

D'autre part, l'action et l'efficacité d'une Fédération ne doivent pas dépendre de la volonté ou des prétendus intérêts de tel ou tel membre. Je suis convaincu qu'il est possible de trouver un juste milieu entre ces deux extrêmes.

A mon avis, le cercle des Etats participant à la Fédération européenne ne devrait pas être limité. La destinée de l'Europe est la destinée de chaque Etat européen. Le champ d'activité devrait être aussi vaste que possible.

L'œuvre exige dans le domaine politique et économique hardiesse et perspicacité. Les avantages politiques se montreront bientôt; les avantages économiques peuvent être un peu plus tard, mais une fois les premières difficultés surmontées, les économies nationales de tous les participants en retireront de grands avantages.

Je ne crois pas qu'une telle Fédération européenne puisse nuire ou porter atteinte à l'efficacité de l'O.T.A.N. Le cadre de l'O.T.A.N. est plus vaste que celui d'une fédération européenne. Géographiquement aussi bien que matériellement, le cadre de l'O.T.A.N. est différent et plus large.

La participation de la Grande Bretagne.

Je voudrais dire un mot de la participation de la Grande-Bretagne. Par son adhésion à l'U.E.O. en 1954, la Grande-Bretagne s'est montrée convaincue, elle aussi, que d'importants intérêts britanniques sont conformes aux intérêts des pays européens du continent. Les événements qui se sont produits depuis 1954, notamment la crise de Suez, ont confirmé la justesse de cette opinion. L'attitude de la Grande-Bretagne est extrêmement importante pour l'avenir de l'Europe. J'espère de tout cœur qu'elle continuera à se développer dans la voie où elle s'est engagée dans ces dernières années.

Je crois que la création prochaine d'une Fédération européenne n'est pas une utopie. Les différents groupements et règlements particuliers réclament véritablement une fusion. J'ai déjà cité le Conseil de l'Europe et le Pool Charbon-Acier ainsi que l'Union de l'Europe Occidentale. Je vous indique les différents accords dans le domaine des communications, la libération du commerce qui a préparé le marché commun. La question de l'EURATOM doit également être réglée sans tarder. Mais permettez-moi de vous rappeler avant tout l'esprit de collaboration qui régnait pendant les conférences de Bruxelles, sous la présidence de M. le Président Spaak, et lors de la Conférence de Venise. C'est là, je crois, le ferment le plus important et le meilleur de la coopération et de la fusion européennes.

Je parle ici dans le cadre des Grandes Conférences Catholiques. Il me semble que les Européens catholiques doivent, dans cette œuvre politique européenne, ne pas oublier que des

Etats dans lesquels vivent 1 milliard d'êtres humains sont orientés et dirigés systématiquement sous le signe de l'athéisme parce qu'ils ne reconnaissent pas la liberté de la personne humaine, profondément enracinée dans l'esprit chrétien, vis-à-vis de la toute-puissance de l'Etat. Cette orientation athéiste d'un milliard d'êtres humains représente un immense danger pour la pensée chrétienne et les sentiments chrétiens. En face de ce danger, la fusion nous est commandée par notre instinct de conservation, par notre conscien-

ce, et nous devons obéir à ce commandement.

C'est maintenant à nous de tirer les conclusions. Les forces de l'entendement seules n'y suffisent pas. « Les grandes idées viennent du cœur », dit un mot célèbre. Pour nous aussi, la grande idée d'Europe, pour se réaliser, doit nous venir du cœur. Si nous trouvons cette force, nous ferons droit aux nécessités dont je vous ai parlé. Nous accomplirons alors l'œuvre d'union nécessaire à chacun de nos pays, nécessaire à l'Europe, nécessaire au monde entier.

Le communiqué final des entretiens MOLLET - ADENAUER

Le texte du communiqué publié à l'issue des entretiens franco-allemands du 29 septembre entre MM. Adenauer et Guy Mollet, dit à propos de la construction européenne:

Les deux chefs de gouvernement ont affirmé leur volonté de poursuivre la construction européenne. Ils ont souligné l'importance d'une participation active de la Grande-Bretagne à cette entreprise et ont noté avec satisfaction l'intérêt croissant manifesté par le gouvernement et l'opinion britanniques. Le président Guy Mollet a informé le chancelier Adenauer des entretiens qu'il venait d'avoir à ce sujet avec le premier ministre de Grande-Bretagne.

Communauté d'armements

Les deux chefs de gouvernement se sont déclarés prêts à faire mettre au point des suggestions communes à soumettre aux autres gouvernements européens intéressés, en vue de développer dans tous les domaines les activités des organismes, tels que le Conseil de l'Europe, l'O.E.C.E. et l'Union de l'Europe occidentale. Ils sont notamment convenus de faire étudier la possibilité d'instituer, conformément aux accords de Paris, une véritable communauté d'armements.

Euratom et marché commun

Conscients de la responsabilité particulière qu'assument dans l'édification de l'Europe les pays participant à la conférence de Bruxelles, ils ont procédé à un examen attentif de l'état des négociations qui se poursuivent sur la base du rapport du comité intergouvernemental présenté par M. Spaak à la conférence de Venise. Ils ont exprimé leur volonté de dégager une position commune sur les principaux points en discussion, en vue d'une élaboration rapide des traités d'Euratom et du marché commun.

L'énergie atomique

En raison de la nécessité de hâter la production d'énergie atomique en Europe, ils sont convenus de proposer à la prochaine conférence des ministres des affaires étrangères de charger trois personnalités indépendantes de déterminer, en collaboration avec le président de la conférence, les quantités d'énergie atomique qui peuvent être produites, au plus tôt, dans les six pays, et les moyens à mettre en œuvre à cet effet.

D I V E R S

Notre collaborateur, Amiral Umberto Monico, nous é. crit...

« La récente explosion de revendications autrichiennes en Haut Adige et les désordres qui se propagent du Sud Tyrol à la région de Bolzano (auxquels n'est certainement pas étranger le gouvernement autrichien, comme il résulte de l'étrange attitude du chancelier Raab et du ministre des affaires étrangères Figl), enfin l'intensification des contacts entre des personnalités bolcheviques, trop souvent reçues ces derniers temps par le Maréchal Tito, et trop souvent en promenade à notre frontière orientale, confirment, hélas, les inquiétudes de mon article « Se fier peut être utile, mais se méfier est plus sage » publié dans le numéro Juin-Juillet 1955 du « Bulletin Européen ». Dans le dernier paragraphe, après quelques rapides prémisses sur la séculaire hostilité de la Russie tsariste et bolchevique contre l'Italie et le succès de sa politique à « tache d'huile » vers l'Adriatique, en nous enlevant — au bénéfice de la Yougoslavie — des territoires indubitablement italiens, je manifestais une juste méfiance vis à vis du traité de paix (paix « mutilée » car avec liberté durement conditionnée) à l'improviste accordée par Moscou à Vienne après tant de difficultés qui semblaient insurmontables et après d'innombrables renvois. Et je faisais remarquer que: «...Le discours de Figl, ministre autrichien des affaires étrangères, sur le soi-disant problème (!) du Haut Adige, quelques heures après le triomphal retour de Moscou du Président autrichien Raab, paraît — pour le moins — assez étrange. Cette attitude hostile inattendue de la voisine république, illustrée dans les « six points » énumérés tout de suite après le discours du « Tage Zeitung » de Vienne est-elle née de façon imprévue spontanément, ou bien représente-t-elle le pre-

mier essai d'une nouvelle manœuvre éloignée de qui aurait être un certain intérêt neutraliste à affaiblir aussi nos frontières septentrionales après nous avoir obligés à ouvrir nos frontières orientales... ».

L'habile et fière mise au point du ministre Tambroni à Bolzano, en présence du chef de l'Etat, avec un discours destiné, plus qu'aux fanatiques de Bolzano ou d'Innsbrück, au gouvernement responsable de Vienne (quels que soient les engagements qui le lient à Moscou en échange de la paix mutilée qui lui a été concédée) ne pourra pas ne pas être attentivement méditée par ceux à qui elle s'adressait. Elle aura une portée encore plus grande, jusque dans les cercles favorables à la fédération européenne, car les principes de dignité, de fierté et de loyauté, l'esprit de justice qui se manifestent dans le discours en question, ne peuvent manquer d'intéresser — avec l'affirmation des droits d'un de ses membres les plus importants — la collectivité tout entière de la Confédération Européenne ».

Nehru blâme les communistes

Le président du conseil de la République Fédérale Indienne, M. Jawaharlal Nehru, répondant récemment à la tribune de la chambre indienne à une question posée par un député communiste au sujet de l'intervention de la police dans une grève aux Indes, a notamment déclaré:

« Je suis l'adversaire de toute intervention policière, mais je ne peux pas imaginer qu'un communiste ose parler de cela. Lors des récentes émeutes en Pologne, des tanks ont été mis en place dans les rues. Je n'ai pas l'intention de faire de commentaires sur la situation en Pologne, je n'étais pas là et je n'ai pas le droit de faire de commentaires à ce sujet. Mais je tiens à faire remarquer que les communistes indiens ne trouvaient rien à redire au sujet d'é-

meutes au cours desquelles des armes, normalement réservées à la guerre, furent utilisées pour mater une grève. Ce silence montre ce que sont vraiment les communistes ».

Le Vitrail Européen de Strasbourg

Le dimanche 21 octobre, a été inauguré le Vitrail Européen de la Cathédrale de Strasbourg.

La cérémonie, à la Cathédrale, était mi civile, mi-religieuse. Ce n'était pas une messe, le vénérable chapitre ayant accepté de modifier les horaires des offices du dimanche.

La Cathédrale était accessible à tous, sauf dans les enceintes réservées aux personnalités et de nombreux Strasbourgeois ont voulu assister à cet événement mémorable de la vie de la Cité qui marque à la fois une étape importante des travaux de restauration de la Cathédrale et l'inscription pour l'histoire du souvenir des efforts d'union de l'Europe entrepris à Strasbourg.

Le Comité qui a pris l'initiative de la souscription européenne, présidé par M. Paul van Zeeland, ancien Premier Ministre de Belgique, faisait face dans le chœur au Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts de France, M. Jacques Bordeneuve, entouré du jury qui a assisté le ministre dans le choix de l'oeuvre. L'artiste, M. Max Ingrand, était également présent.

Dans la nef, après Mme Jacques-Camille Paris et sa famille et les autorités municipales et régionales, conduites par le Préfet, M. André-Marie Trémeaud, se trouvaient les représentants des Ministres des Affaires Etrangères du Conseil de l'Europe, les Représentants permanents auprès du Conseil et les membres de l'Assemblée Consultative, conduits par leur Bureau. De l'autre côté, avaient pris place sous la présidence de M. René Mayer, Président de la C.E.C.A., les membres de la Haute Autorité, ceux du Conseil Spécial des Ministres, les mem-

bres de l'Assemblée parlementaire et ceux de la Cour de Justice de la C.E.C.A.

Ve session de l'I.C.E.M.

La 5ème session du Conseil d'administration du Comité Intergouvernemental des Migrations Européennes (I.C.E.M.) s'est terminée récemment à Genève. Depuis sa création en 1952, l'I.C.E.M. a aidé un demi million de réfugiés vivant en Europe à s'établir Outre-Mer. La plupart d'entre eux, 153.000, sont partis en Australie, 105.000 ont émigré aux Etats-Unis, 81.000 au Canada, 61.000 en Argentine.

Environ 125.000 personnes attendent l'aide de l'I.C.E.M. pour 1956.

Un des principaux problèmes abordés au cours de cette session a été la recherche de recettes financières pour le programme 1957-1958 et de lieux d'établissement des réfugiés. Cette question a revêtu une acuité particulière du fait de l'afflux des réfugiés évadés des pays derrière le rideau de fer.

D'après le délégué autrichien, environ 10.000 réfugiés se sont présentés en Autriche cette année pour demander à bénéficier du droit d'asile. Le conseil a décidé d'aider l'Autriche dans la construction de centres de réception et d'émigration.

A Berlin environ 15.000 personnes viennent chaque mois chercher refuge.

Un programme pour l'établissement de réfugiés dans les pays d'Amérique Latine a été examiné. Aux termes de ce projet, ces pays ouvriront des zones agricoles à leurs ressortissants et aux réfugiés. Les pays d'immigration et les Etats-Unis fourniront aide technique, finances et conseils aux immigrants. Le coût de ce programme massif est évalué à 15 millions de dollars.

Réfugiés en Belgique

Environ 700 réfugiés originaires de Bulgarie, Roumanie, Hongrie et Albanie sont récemment venus s'établir en Belgique. Ils

avaient été internés en Yougoslavie pendant que le Maréchal Tito était en froid avec Staline. Au camp de Gerovo ils étaient traités comme des criminels: détenus derrière des barbelés de 3 mètres de haut, ils étaient étroitement surveillés et ne recevaient qu'une minable pitance. Quand Tito s'est réconcilié avec le Kremlin, les autorités yougoslaves ont conseillé à ces internés des retourner dans leur mère-patrie. La plupart ont refusé, préférant chercher asile dans les pays démocratiques. Nombreux sont ceux qui sont venus en Belgique où, autorisés à pratiquer leur métier, ils reçoivent l'aide des organisations ouvrières pour s'établir et commencer une nouvelle vie.

IIIe Congrès des Communes d'Europe

Plus de 3.000 maires et conseillers municipaux de toutes les nations européennes parmi lesquels 500 maires français, ont pris part au 3e Congrès des Communes d'Europe qui a eu lieu récemment à Francfort-sur-le-Main et à Bad Hombourg. Le Conseil groupe actuellement plus de 44.000 communes européennes et environ 23.000 des 26.000 communes de la République fédérale, qui y sont affiliées en forment le groupe le plus nombreux.

A la cérémonie d'ouverture du

congrès, le Dr. Heinrich von Brentano, Ministre des Affaires étrangères, alors souffrant, était représenté par le secrétaire d'Etat Hallstein; celui-ci a souligné que l'intégration politique de l'Europe présuppose l'existence d'une citoyenneté européenne dont l'amitié entre les communes favorise précisément l'éclosion.

A cette cérémonie a succédé, dans les jardins du casino de Bad Hombourg, une grande fête populaire, dont le point culminant a été la fraternisation solennelle des villes de Bad Hombourg, Bougie (Algérie), Spa (Belgique), Coire (Suisse), Terracina (Italie), Cabourg, (France), Bad Mondorf (Luxembourg) et Mayrhofen (Autriche).

La ville de Bad Hombourg s'est vu décerner à cette occasion la médaille de l'Europe, attribuée chaque année à une commune particulièrement méritante pour son œuvre de coopération européenne.

Simultanément s'est réunie à Francfort la commission municipale du Conseil de l'Europe. Le sénateur français Radius (Strasbourg) a annoncé que cette année le prix du Conseil de l'Europe avait été décerné aux villes d'Offonbach (Main) et de Puteaux, près de Paris, pour les services exemplaires qu'elles ont rendus à la cause de la coopération européenne.

bulletin européen

Fondateur CONSTANTIN DRAGAN, Directeur responsable: GIORGIO DEL VECCHIO

Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME

Tél. 61.260 - 62.578 - 689.570

A B O N N E M E N T S

Italie Lires 2000

Etranger Dollars 3, —

ABONNEMENTS D'HONNEUR - 5000

ABONNEMENT D'HONNEUR „ 10, —

c/c postale Roma N. 1|6299

Edité par l'Agence de Presse Radio Europe

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15|2|1951

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

Fondé en 1950 par CONSTANTIN DRAGAN

ont collaboré...

Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Hendrik BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, Guido GONELLA, W.A. 't HART, Stefano JACINI, Jerzy JANKOWSKI, Jacques KAYSER, Pierre de LANUX, Lars. J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Eduard LUDWIG, Harold MACMILLAN, J. N. MANZATTI, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, Giovanni PERSICO, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Gonzague de REYNOLDS, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Rémy ROURE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMONT, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.